Trente-et-unième Année. — N° 211 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. VENDREDI 30 JUILLET 1886

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs.
La France et l'étranger, les frais de poste en sus.
LE PRIX DES ABONNEMENTS EST PAYABLE D'AVANCE. — TOUT ABONNEMENT CONTINUE JUSQU'A RÉCEPTION D'AVIS CONTRAIRE.

RÉDACTION & ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX
Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. Havas, Laffite et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'Office de Publicité.

CANTON DE ROUBAIX-OUEST

ÉLECTION AU CONSEIL GÉNÉRAL

Dimanche 1er Août 1886

Candidat :

François Roussel

MANUFACTURIER, CONSEILLER MUNICIPAL,
MEMBRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE,
MEMBRE DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE
DES HOSPICES.

CANTON DE ROUBAIX-EST

Election au Conseil d'Arrondissement

Dimanche 1er Août 1886

CANDIDAT INDÉPENDANT :

Denis POLLET

MAIRE DE WATTRELOS

L'ÉLECTION AU CONSEIL GÉNÉRAL

DANS LE CANTON

DE ROUBAIX-OUEST

La situation électorale est maintenant bien nette dans le canton de Roubaix-Ouest.

Deux candidats, MM. Moreau et Largillière, s'y disputent les suffrages des socialistes et des radicaux.

Un troisième, M. François Roussel, fait appel à l'union et à la concorde de tous les bons citoyens pour combattre les partis de la révolution avouée, inconsciente ou hypocrite.

M. F. Roussel est l'un des rares Roubaisiens de vieille souche qui aient eu foi en la République. Il s'y est rallié loyalement. Mais il est aussi de ceux qui estiment que le gouvernement est engagé dans un voie mauvaise.

Il veut un régime de raison, qui soit en même temps un régime de justice et de liberté pour tous.

Il réprouve les attentats commis depuis dix ans contre les droits et les croyances des citoyens.

Il désire la pratique sincère de la liberté d'enseignement et il estime que le budget de l'instruction publique, payé par tous, doit être plus équitablement réparti.

Il appartient, en un mot, au groupe des républicains conservateurs et libéraux.

En lui demandant de poser sa candidature, les indépendants roubaisiens ont donné à ces républicains un témoignage de leur sagesse patriotique, de leur désintéressement et du désir sincère qui les anime d'arriver enfin à une ere de concorde et d'apaisement. Ils sont de beaucoup plus puissants et plus nombreux que ne l'est, à Roubaix, le groupe des républicains modérés. C'était donc à eux qu'il appartenait de faire le premier pas et de faciliter l'union entre tous ceux qui veulent enfin barrer la route aux exploiteurs radicaux ou socialistes.

Il fallait pour cela trouver une candidature qui pût rallier tous les citoyens qui veulent que les intérêts de Roubaix et de sa circonscription soient bien servis et bien défendus dans les conseils locaux et départementaux.

Ce qui eût été irréalisable pour une élection à une Constituante, nous a paru désirable et possible pour une élection au Conseil général,

La candidature de M. François Roussel ne saurait mécontenter ceux qui aiment la forme républicaine, mais qui ne voient pas dans la République une arme de guerre contre la religion, contre l'enseignement chrétien, contre l'ordre régulier de la société. Elle doit aussi inspirer pleine confiance aux conservateurs et aux indépendants de toutes nuances.

Tous peuvent l'accepter honorablement.

M. Fr. Roussel est mêlé, depuis de longues années, aux affaires de Roubaix; notre confiance l'a placé au premier rang de nos élus dans le Conseil municipal. Il appartient depuis longtemps à la Chambre de commerce. A l'hospice et à l'hôpital, il donne son temps aux malheureux et aux souffrants.

Cherchez autour de vous et dites si, dans les circonstances présentes, les Roubaisiens, désireux de délaisser la politique pour s'occuper des intérêts de leur ville, pouvaient s'unir sur un nom plus sympathique et plus universellement estimé.

ALFRED REBOUX.

La candidature au Conseil d'arrondissement, pour le canton de Roubaix-Est, a été offerte, au nom du comité indépendant, à M. Denis Pollet, maire de Wattrelos.

M. Pollet, qui avait d'abord opposé un refus aux sollicitations dont il était l'objet, a enfin consenti, ce matin, à accepter le mandat que notre confiance et notre gratitude veulent lui décerner.

M. Denis Pollet a consacré la plus grande partie de sa vie à la chose publique. Voici vingt-sept ans que ses concitoyens lui ont remis, pour la première fois, la mairie de Wattrelos.

C'est dire qu'il connaît admirablement nos questions cantonales, auxquelles se rattachent, d'une façon si intime, les intérêts connexes de Roubaix et de Wattrelos.

L'épuration de l'Espierre, l'achèvement du chemin de fer d'Audenaerde à Roubaix-Wattrelos, le prolongement de la nouvelle route de Roubaix à Wattrelos, voilà, pour ne citer que les principales et les plus actuelles parmi ces questions, des points qui doivent être l'objet des études et des soins d'un représentant de Roubaix-Est.

Le magistrat municipal qui s'en est occupé depuis de si longues années, les défendra bien au conseil d'arrondissement.

Les sympathies qui entourent M. Denis Pollet, ses longs services, l'admirable dévouement qu'il a montré aux malheureux pendant le choléra de 1866 et la guerre de 1870, permettent de considérer le succès de sa candidature comme absolument assuré.

ALFRED REBOUX.

NOUVELLES DU JOUR

Le président de la République

Paris, 28 juillet. — Les bruits qui ont couru aujourd'hui à la Bourse sur la sante du président de la République ne reposent sur aucun fondement. Le président est en parfaite santé : il a fait cette après-midi sa promenade ordinaire dans le parc de Mont-sous-Vaudrey.

L'exposition de 1889

D'après le *Paris* de ce soir, les décrets relatifs à l'organisation de l'Exposition de 1889, ont été adressés à Mont-sous-Vaudrey pour y être revêtus de la signature de M. Jules Grévy. Ils paraitront donc à l'*Officiel* demain ou après demain; cependant, il n'en sera pas ainsi du décret portant nomination de la Grande Commission de 300 membres; sa signature se trouve retardée par suite de la nécessité *de régler certains détails.*

Or, ces détails, d'après les bruits répandus, ne seraient ni plus ni moins que le remaniement complet de la dite commission. C'est un échec, ajoute-t-on, pour le ministre du commerce et de l'industrie, lequel, du coup, lui qui ne devait pas prendre de vacances, s'en va se reposer à Guernesey, dans la propriété laissée par Victor Hugo et renonce à son voyage à Grenoble.

Une lettre de M. Boulanger

Le correspondant parisien du *Journal de Bruxelles* publie une lettre de M. Boulanger, adressée en mai 1880, au duc d'Aumale. Nous citons, sans commentaires, ce document sérieux :

Monseigneur,

C'est à la haute protection de Votre Altesse Royale que je dois ma nomination au grade de général de brigade.

Que Votre Altesse Royale daigne me permettre de lui envoyer l'expression de ma reconnaissance.

Béni sera le jour où je pourrai de nouveau servir sous les ordres de votre Altesse Royale.

De Votre Altesse Royale,
Monseigneur,
le très reconnaissant, très respectueux et très dévoué serviteur, Général BOULANGER.

Les expositions flottantes

L'ambassade de France à Constantinople informe le gouvernement de l'arrivée en cette ville d'un transport allemand renfermant les produits industriels de soixante-deux fabriques d'Allemagne.

Cette exposition flottante est visité chaque jour par une foule considérable, dont l'empressement permet de compter sur le succès de l'entreprise française similaire que nous avons annoncée, et qui doit être accomplie par la *Sarthe* vers la fin de l'annee courante.

A la Bourse

Paris, 28 juillet. — La Bourse a été très mouvementée aujourd'hui. Au début, grande fermeté sur les rentes jusqu'à 1 h. 1/2, où le bruit de la mort de l'empereur Guillaume s'est accrédité. Il y a eu alors comme une panique qui a fait baisser le 3 0/0 jusqu'à 82,75. A 2 heures 1/4, lorsque le démenti de la *mort de l'empereur Guillaume* a été connu, une reprise s'est opérée, mais sans, toutefois, faire regagner tout le terrain perdu. Les affaires ont été, à partir de ce moment, très calmes. *Du reste, il ne s'en est fait que sur les rentes.* Nos deux 3 0/0 ainsi que le 4 1/2 baissent chacun de 17 centimes; l'amortissable de 10 centimes. Après Bourse le 3 0/0 ancien qui se tenait à 83 fr. hausse de 2 centimes à 83,02.

L'état de l'empereur Guillaume

On lit dans la *France* :

« Plusieurs journaux ont annoncé que l'empereur Guillaume était très gravement malade. Il n'est qu'indisposé, et s'il est vrai qu'à son âge tout malaise peut être dangereux, il est également exact que rien ne fait prévoir, pour l'instant, un dénouement fatal.

« Toutes nos dépêches d'Allemagne *confirment* la nouvelle de la bonne santé relative de l'Empereur. »

Le mariage de M. Paul Clémenceau

Vienne, 28 juillet. — Hier ont eu lieu à Carlsbad, les fiançailles de Mlle Sophie Szyedts, fille du directeur-imprimeur de la *Neue Wiesser Tagblatt* avec M. Paul Clémenceau.

Le député de Paris, frère du fiancé, assistait à la cérémonie.

Une épouvantable famine

Saint-Johns (Terre-Neuve), 27 juillet. — D'après les dernières dépêches de Labrador, environ 12,000 personnes, bloquées par les neiges et les glaces seraient en danger de mort.

Beaucoup d'ours des régions arctiques, poussés par le froid vers le sud, ravagent le pays.

Les indiens mangent leurs compagnons morts.

Le froid est occasionné par les masses de glaces venues du nord et amoncelées le long des côtes.

Le concordat entre le Saint-Siège et le Portugal

Après de très longues négociations, la grave question du protectorat portugais dans les Indes a été enfin réglee définitivement. Un concordat dont on ne connait pas encore le texte a été signé entre le Saint-Siège et le Portugal.

Dernier écho de l'affaire Dilcke-Crawfort

Londres, 28 juillet. — Depuis l'issue du procès, Mme Crawfort, rendu libre par le divorce, n'a pas reçu moins de dix demandes en mariage, dont une émanant d'un avocat distingué qui a assisté aux debats.

Destruction de Khartoum

Londres, 28 juillet. — D'après les nouvelles apportées au Caire par un égyptien qui a quitté Omdurman déguisé en derviche, la ville de Khartoum aurait été complètement rasée, à l'exception de quelques maisons européennes construites sur les bords du Nil.

Les troubles d'Amsterdam

La Haye, 28 juillet. — Grâce aux mesures de précautions prises à Amsterdam, la soirée et la nuit ont été assez tranquilles. Il n'y a eu que quelques petites collisions. Le nombre des morts s'élève maintenant à trente-cinq; il y a plus de cent blessés. Le calme semble rétabli mais la force publique reste sur ses gardes.

Hier soir a eu lieu une assemblée de socialistes au parc populaire d'Amsterdam. Il n'y a pas eu de désordres. Les journaux socialistes nient toute participation du parti au mouvement, quoique des socialistes aient été tués sur les barricades, le drapeau rouge en main.

On me raconte le fait suivant qui se serait passé dans le Prinsenstraat. La populace était amassée à un bout de la rue et la troupe à l'autre. Celle-ci venait de faire feu. « Tirez donc encore, lâches, » hurlaient les femmes qui gesticulaient à côté de leurs hommes, tout comme à Charleroi. Un nouveau coup de feu retentit. « Continuez, » vociféraient ces femmes en se dépouillant de leurs jaquettes et en enfonçant les ongles dans leurs poitrines nues ; tirez-donc sur nous, assassins que vous êtes ! »

Et les soldats répondaient par de nouvelles décharges.

La foule ne recula pas. Au contraire, la vue des morts et des mourants semblait la stimuler à la résistance. Alors la troupe dut charger à la baïonnette et le pont faillit crouler sous le poids des fuyards.

Dans quelques jours, va s'ouvrir le Congrès de l'Union des associations ouvrières catholiques. à Caen, sous le haut patronage de l'épiscopat et avec le concours de nombreux prêtres et laïques.

M. Goblet va-t-il voir là un nouveau concile ? Les circulaires et les programmes envoyés par le *Bureau de l'Union* seront-ils falsifiés par des agents zélés désireux de faire leur cour au ministre des cultes ? Personne ne peut savoir encore ; c'est un mystère.

Mais ce qu'il est bon de remarquer, c'est l'activité toujours renaissante des catholiques au milieu de la persécution dont ils sont victimes. A mesure qu'on leur enlève les plus sacrés des droits, lorsqu'on veut les réduire par la famine et leur prendre jusqu'à l'ainé de leurs enfants dans des écoles où l'athéisme est obligatoire, ils saisissent toutes les occasions de travailler au relèvement moral et matériel du pays, en préparant le triomphe de la vérité sur l'erreur.

Du 2 au 7 août, les catholiques se sont donné rendez-vous à Caen, pour examiner en commun les côtés les plus ardus de la question sociale. Les écoles, les patronnages, les cercles ; puis les associations de tout genre, soit dans les usines soit parmi les gens du monde et les capitalistes, seront l'objet d'une étude spéciale au point de vue des intérêts de la classe ouvrière.

Les devoirs du patronage, les charges sociales du riche comme les combinaisons qu'offre la coopération, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus scientifiquement utile, occuperont le Congrès de Caen pendant les quelques jours de sa durée.

Gambetta avait dit : Il n'y a pas de question sociale; et ses électeurs de Charonne lui ont démontré qu'il avait tort.

Les catholiques, eux, disent : La solution de la question sociale, c'est l'Evangile qui la donne ; et la raison est avec les catholiques, car ils appellent les ouvriers leurs frères, tandis que les autres les traitent d'esclaves ivres.

Nous faisons des vœux pour le succès du congrès de Caen.

POINTS NOIRS

On lit dans le *Matin :*

« Un diplomate, qui nous a déjà adressé de Vienne plusieurs communications intéressantes, nous envoie aujourd'hui l'importante lettre suivante :

« Notre correspondant occasionnel est peut être un peu pessimiste; mais sa situation, les sources auxquelles il peut puiser ses renseignements de première main, nous sont une garantie que ses appréciations, toutes poussées au noir qu'elles sont, méritent d'être prises en considération. »

Vienne, 25 juillet. — On se montre très préoccupé, dans nos cercles diplomatiques, de la *configuration actuelle de la politique européenne.* L'ensemble des symptômes ne laisse pas, en effet, d'inquiéter vivement tous ceux qui sont à même de connaître les dessous du jeu, et certains pessimistes vont jusqu'à prétendre qu'en ce moment de tranquillité apparente, où la diplomatie, réunie en groupes plus ou moins sympathiques à l'ombre des forêts de Kissingen et autour des sources rajeunissantes de Reichenhall, de Carlsbad et de Gastein, semble s'abandonner béatement à sa sieste estivale. les cartes sont battues à nouveau pour une partie décisive, autrement grosse d'intérêts que toutes celles auxquelles nous avons assisté depuis dix-huit ans.

Fin de la triple alliance

Il est vrai qu'il n'y a encore que des symptômes, mais des symptômes si nombreux et si concordants, qu'il faudrait être singulièrement myope pour se tromper sur leur signification et pour en méconnaître la gravité. Seuls les officieux ont l'air de ne rien voir, mais ils sont payés pour cela Leur consigne est de cacher aussi longtemps que possible la vérité qui pourtant éclate aux yeux, et cette vérité, c'est que l'alliance des trois empereurs à cessé d'exister, que les rapports entre le cabinet de Saint-Pétersbourg et les gouvernements de Vienne et de Berlin sont plus que froids et que, à l'heure qu'il est, la diplomatie fait des efforts désespérés pour sauver la paix tout en s'assurant des alliances pour la guerre.

C'est à ce point de vue qu'il faut envisager le voyage de l'archiduc Charles-Louis et de sa femme à la cour de Peterhof. Loin d'être la preuve des rapports amicaux dont nos officieux se plaisent à affirmer l'existence, cette visite du couple princier chez le czar est un des symptômes les plus alarmants. Si l'ancienne intimité, scellée aux entrevues de Skiernniewice et de Kremsier, avait resisté aux violentes secousses qui sont venues l'ébranler depuis la révolution de Philippopoli jusqu'à l'incident de Batoum, François Joseph et Alexandre II iraient se voir personnellement, cet été comme les années précédentes. Mais l'empereur d'Autriche délègue son frère, ce qui prouve qu'il prévoit des explications embarrassantes.

L'archiduc Charles-Louis sera un intermédiaire assez autorisé pour négocier *in extremis.* Il pourra mieux que tout autre, plaider une entente à l'amiable, mais il ne pourra pas engager la politique de l'empire austro-hongrois.

S'il réussit à aplanir les difficultés existantes, tant mieux ! Si sa mission échoue, son insuccès ne brusquera rien et ne poussera point à un dénouement immédiat et à un conflit armé. Dans tous les cas, les complications actuelles doivent être assez sérieuses pour qu'on en soit réduit à cette tentative.

A Kissingen et à Gastein

Ce qui semble confirmer ces appréhensions, c'est l'attitude de M. de Giers, dont l'entrevue avec le prince de Bismarck est définitivement contremandée. Pour la première fois depuis son arrivée à la tête des affaires étrangères, le ministre du Czar renonce, cette année, à ces visites chez le chancelier de fer, que le monde s'était habitué à considérer comme une garantie de l'entente entre St-Pétersbourg et Berlin. En revanche, le comte de Robilant, ministre du Roi Humbert, est attendu à Gastein, où le prince de Bismarck lui a fixé rendez-vous.

Le comte Kalnoky sera probablement de la partie, car j'apprends que sa récente excursion à Kissingen n'a été qu'une démarche préliminaire ayant pour objet de s'entendre avec le prince de Bismarck sur le programme d'une entrevue solennelle qui aurait lieu à Gastein au moment où l'empereur François-Joseph, selon sa coutume, y viendra saluer son hôte et allié, le vieux *Kaiser.*

Et le comte de Robilant assistera à ces conciliabules !

L'Italie sera dans le camp des *Tedeschi !* Car c'est bien l'opinion de son pays que le ministre du roi Humbert représentera à Gastein. Et dire que c'est la Chambre des députés de France qui aura provoqué cette évolution! A quoi pensaient-ils donc, ces messieurs du Palais-Bourbon, quand pour clôturer une session perdue dans des discussions stériles, ils désavouèrent le gouvernement de la République en repoussant ce traité de navigation péniblement confectionné par M. Rouvier et solennellement sanctionné par M. de Freycinet?

Autres symptômes

Faut-il continuer cette série de « signes du temps ? » Eh bien ! lisez les organes de la presse russe, si sévèrement contrôlés par la censure et qui, en matière de politique étrangère, n'impriment jamais un mot que le gouvernement ne trouverait utile de laisser passer. Le *Novoié Vrémya* déclare en propres termes que, dans les eaux troubles de la Bulgarie, l'Autriche ne peut pêcher que la guerre, et que ce jeune Etat slave doit appartenir à la sphère d'action de la Russie. C'est précisément ce qu'on nie ici, comme on le nie à Berlin et à Londres, comme, du reste, on se refuse à l'admettre à Sofia même, où l'on a la prétention d'être affranchi du joug turc pour rester indépendant, non point pour passer sous la nomination moscovite.

Et pour l'Autriche l'enjeu est loin de se réduire à l'indépendance bulgare. Ce qu'elle redoute comme conséquence inévitable d'un établissement éventuel des Russes à Sofia, c'est la Roumanie englobée dans l'empire moscovite, c'est la liberté du Danube perdue, c'est la route de Salonique barrée, c'est le panslavisme triomphant sur toute la ligne depuis Varna jusqu'à Cattaro, débordant les frontières de Serbie comme celles de la Bosnie, envahissant la Croatie comme la Transsylvanie, roulant ses flots irrésistibles jusqu'aux portes mêmes de Budapest et de Vienne.

C'est là, d'ailleurs, le programme officiel du parti panslaviste, qui n'hésite pas à l'exposer dans des brochures et des journaux imprimés sous les yeux du gouvernement du Czar, et qui ne se lasse pas de prêcher cet évangile politique à toutes les peuplades slaves.

L'opinion du czar

Alexandre III est-il converti à cet évangile? Rien ne le prouve d'une façon positive, mais tout porte à le croire. La russification à outrance des provinces baltiques, le renvoi en masse des employés d'origine allemande sur toutes les lignes de chemins de fer russes, le récent discours du souverain à Sébastopol, l'allocution chauvine du maire de Moscou, tout cela forme un ensemble d'indices que le peuple russe interprète dans un sens absolument défavorable aux traditions d'entente cordiale avec les puissances germaniques.

La Prusse riposte en précipitant la germanisation de ses provinces orientales. Des deux côtés, enfin, on travaille à déblayer le glacis et à dégager les approches, comme si demain l'ennemi devait se montrer devant la forteresse.

Il n'y a pas jusqu'au récent ukase modifiant le statut de la famille impériale russe, auquel on ne prête, ici, une tendance politique et germanophobe. En autorisant désormais, dans sa famille, les mariages avec des princesses catholiques, le Czar a voulu, dit-on, s'émanciper des influences allemandes prédominant jusqu'ici dans les palais des grands ducs.

Les filles des petits souverains allemands qui, jusqu'ici, avaient comme un privilége d'épouser des princes de la maison de Romanow, ne demandaient pas mieux que de troquer la religion dans laquelle elle avaient été éleveos contre une situation à la cour du Czar. Moins complaisantes sur ce chapitre, les princesses catholiques n'avaient aucune chance de devenir grandes-duchesses.

Le nouveau statut, en supprimant cet obstacle, ouvre à la dynastie russe le chemin des unions non germaniques, voire des alliances anti-allemandes.

C'est ce qui permettrait d'ajouter une certaine importance aux bruits qui annoncent comme à peu près sûr le mariage d'un des jeunes grands ducs avec une princesse d'Orléans.

Aveux et boutades

— Croyez-vous à une guerre prochaine ? demandai-je l'autre jour à un diplomate de mes amis, qui ne cache point ses idées russophiles.

— Hum ! fit-il en hochant la tête.

Puis, en souriant :

— Vous savez, dit-il, il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. C'est surtout vrai pour la Sublime-Porte, qui, depuis le Congrès de Berlin, n'est qu'entrebaillée.

Le lendemain, je rencontrai un Allemand, diplomate aussi et posant pour cette brusque franchise, que le chancelier de fer a mise à la mode parmi ses disciples.

— Croyez-vous à la guerre ? demandai-je encore.

— Absolument !

— Et quel en serait, selon vous, le résultat ?

— Une pile énorme pour la Russie.

— Ah !

— Naturellement! L'Europe marchera anec nous comme un seul homme.

Et la France ?

— Bougera pas ! Sera surveillée par l'Angleterre et l'Italie. Ne voudra pas, d'ailleurs, exposer son Exposition.

— Vous semblez bien sûr de votre fait. Pourriez-vous me le garantir sur votre honneur ?

— Ah ! Diable !

A Porquerolles

Le conseil municipal de Paris s'est ému, à juste titre, des évènements qui viennent de s'accomplir dans l'établissement de Porquerolles. Seulement, il a eu le tort de s'en rapporter aux assurances optimistes de M. de Roussen.

Un journal de Toulon, le *Var Républicain*, rend compte de la visite que le sous-préfet, accompagné du procureur de la République, du juge de paix et du maire de la ville d'Hyères, a faite dans l'établissement de Porquerolles. C'est, le reconnait *Paris*, une accusation en règle contre les personnes qui se sont chargées, dans leur exploitation agricole, d'une centaine d'enfants, empruntés aux maisons de l'Assistance publique, et « qui devaient » s'efforcer de les ramener au bien... mais en » les nourrissant pour les faire travailler, et » sans les torturer pour les punir. »

Voici le compte-rendu de la visite du sous-préfet que nous empruntons au journal *Paris :*

M. le sous-préfet pénètre difficilement par l'entrebâillement de la porte et se trouve entouré par tous les enfants qui attendent avec curiosité ce qu'il va leur dire.

M. le sous-préfet engage immédiatement avec eux une conversation paternelle, leur reprochant les dégâts qu'il viennent de faire, leur promettant de les protéger contre les mauvais traitements dont ils se plaignaient, et il leur dit que le juge de paix d'Hyères, le procureur de la République sont tout près de là. Il donne l'ordre à un gamin d'aller les chercher,

Celui-ci s'exécute immédiatement, et ces messieurs ne tardent pas à arriver.

Notons que lorsqu'on leur a parlé du juge de paix d'Hyères et du procureur de la République, ces enfants ont paru tout heureux, car il ont crié : « Vive le juge de paix ! Vive le procureur! »

L'ENQUÊTE

M. le procureur et M. le juge de paix interrogent presque tous les enfants et prennent des notes. Les enfants sont unanimes et confirment de point en point tout ce que nous avons raconté.

LES CAUSES DE LA RÈVOLTE

Irrités par le régime alimentaire auquel ils sont soumis et par les mauvais traitements, les enfants ont été exaspérés par la mise en cellule d'un de leurs camarades qui n'a pas plus de huit ans, disent-ils, et qui est resté quarante huit heures enfermé dans la fosse, au pain et à l'eau. Ils ont alors décidé de le délivrer et ils ont mis leur dessein à exécution en démolissant les cellules.

LE RETOUR

M. le sous-préfet, au milieu des conversations engagées, exhorte les enfants à reprendre leur travail.

Il leur parle raison, leur dit qu'on va s'occuper d'eux, mais qu'il faut avant tout être tranquilles. Il les engage à revenir à l'usine.

Les mutins, qui paraissent très calmes, n'hésitent pas un instant et tout le monde revient à la fabrique.

LE SOUPER

Le souper est prêt, Les autorités veulent vérifier l'exactitude des dires des enfants. Elles se trouvent en présence d'une soupe dans laquelle on a mis 350 grammes de graisse pour 92 enfants.

Ceux-ci disent qu'au repas de midi les haricots qu'on a servis étaient complètement crus. M. le sous-préfet demande à voir ce qu'il en reste; on lui répond qu'on les a donnés aux cochons. On finit cependant par en découvrir un peu dans une écuelle. Les enfants ont raison: les haricots sont *crus*, complètement crus.

UN ÉCONOME

M. le sous-préfet s'adresse au sous-économe et lui demande comment il se fait que la cuisine est si mal faite, alors qu'il en coûterait si peu de faire au moins cuire les aliments. Celui-ci, avec un sourire bête, répond que ça ne le regarde pas et que c'est la faute aux deux enfants qui font la cuisine. Cette réponse lui attire une semonce qu'il se rappellera. C'est un véritable économe, car ce que les enfants ne mangent pas, les porcs le mangent. Tout est bénéfice.

RETOUR DES AUTORITÉS

Les autorités sont parties de Porquerolles à neuf heures, et revenues à Toulon à minuit par le remorqueur l'*Utile*, qui a également ramené la brigade de gendarmerie que, grâce aux sages dispositions prises par M. le sous-préfet, les enfants n'ont pas même vue.

Le *Temps*, d'hier soir, publie la dépêche suivante :

Toulon, 28 juillet. — Une dépêche adressée au *Petit Var* annonce qu'une nouvelle révolte a éclaté à Porquerolles parmi les enfants assistés, dans la nuit de mardi.

Le directeur de l'île, M. Ferry a aussitôt télégraphié au parquet de Tolon pour demander de nouveau la protection de la gendarmerie.

Ordre a été donné au lieutenant de gendarmerie d'Hyères de se transporter aussitôt à Porquerolles afin de rétablir l'ordre.

Le directeur a demandé, par un second télégramme, l'arrestation de dix jeunes colons, considérés comme meneurs de la rebellion de la nuit; mais les autorités ont refusé d'accéder à ce désir, attendu que les faits reprochés aux délinquants ne sont pas d'une nature assez grave pour nécessiter ces arrestations.

D'après le *Petit Var*, cette neuvelle échauffourée aurait été provoquée par des paroles de menaces, que M. Savouré-Bonville, inspecteur général des enfants assistés, arrivé hier de Paris, aurait tenues aux jeunes travailleurs.

Ceux-ci, ayant eu la promesse des autorités que la situation qui leur était faite serait l'objet d'une enquête, ont voulu protester, prétendent-ils, contre les tentatives d'intimidation essayées, pendant sa visite, par M. Savouré Bonville.

Il résulte de cet ensemble de documents que les autorités ont augmenté, au lieu de l'adoucir, l'acuité de la crise provoquée par les mauvais traitements infligés à de pauvres enfants incapables de se défendre.

Nous attendons la lumière sur la situation de Porquerolles. Il y a là une question d'humanité que l'administration et la justice doivent résoudre. Pour le moment, nous n'avons à constater qu'un manque absolu de surveillance. Dieu veuille que nous n'ayons pas à relever des griefs plus sérieux à la charge du gouvernement.

DE BEAUPIN.

Dernière heure. — La commission de l'assistance publique du conseil général de la Seine a chargé cinq de ses membres, MM. Rousselle, Curé, Strauss, Deschamps et Navarre de se rendre en délégation à Porquerolles (Var).

La session du conseil, devant prendre fin samedi, le voyage de la délégation aura lieu la semaine prochaine.

UNE AUDIENCE PONTIFICALE

Nous trouvons dans la *Voce della Verita* le récit suivant, qui présente sous un nouvel aspect l'auguste figure de Léon XIII :

A onze heures du matin, le Saint-Père faisait son entrée dans la salle du trône, où le cardinal Monaco de la Valette avait l'honneur de lui présenter le chapitre et le clergé de Saint-Jean de Latran. Etait aussi présent Mgr de Marzo, vicaire de l'éminent archiprêtre. Le but de la visite était de mettre aux pieds du Saint-Père les plus vives actions de grâces pour les travaux de grandeur monumentale dernièrement accomplis par sa munificence dans cette illustre église mère et chef de toutes les autres.

L'audience dura plus d'une heure et demie. Il n'y fut pas fait de discours, et il ne devait pas en être fait, parce que le Saint-Père voulait que cette réception eût un caractère de réunion de famille plutôt que de solennité officielle, et il en fut ainsi.

Le Saint-Père parla beaucoup et très bien, comme toujours. Religion, histoire, art, furent les principaux thèmes de sa conversation. Il dit qu'il se réjouissait beaucoup que les travaux de Latran, commencés et conduits à terme pour la seule gloire de Dieu, aient eu une réussite digne de la Papauté et de Rome. Il fit remarquer qu'il lui avait fallu une certaine dose de hardiesse pour entreprendre un ouvrage qui demandait des millions, et où il fallait vaincre mille difficultés, sans parler de celles qui provenaient de MM. les archéologues, lesquels manifestaient des appréhensions d'ailleurs légitimes pour la mosaïque de Nicolas IV.

Il ne manqua pas, dit-il, de cardinaux membres de la fabrique, et le cardinal Monaco, ici présent, en sait quelque chose, qui murmuraient à mes oreilles qu'il fallait aller doucement. Mais moi je suis allé de l'avant, confiant dans la Providence et dans la générosité du monde catholique. Il me fait plaisir d'apprendre que le peuple romain qui, nonobstant tant d'artifices de séduction, se maintient ferme dans la foi et la dévotion au siège apostolique se montre content et fier de ce que j'ai fait faire. Mais je voudrais de plus qu'il conclût de cette œuvre tout ce que je ferais, si je n'étais pas renfermé entre quatre murs, et si je n'étais pas réduit à vivre de la charité de mes fils.

Le Saint-Père se tournait tantôt du côté de l'éminent archiprêtre et tantôt du côté de Mgr le patriarche d'Antioche. et c'était surtout une joie quand il adressait la parole à ce dernier. Il faut apprendre à ceux qui ne le sauraient pas, que Mgr Tizzani est contemporain de Léon XIII, et qu'ils sont de vieilles connaissances. Le Pape racontait des faits qui se sont passés, il y a soixante ans, entre autres l'année sainte de 1825, et à ce propos, Léon XIII fit un splendide éloge de Léon XII.